

ÉCONOMIE À L'ISRAÉLIENNE !



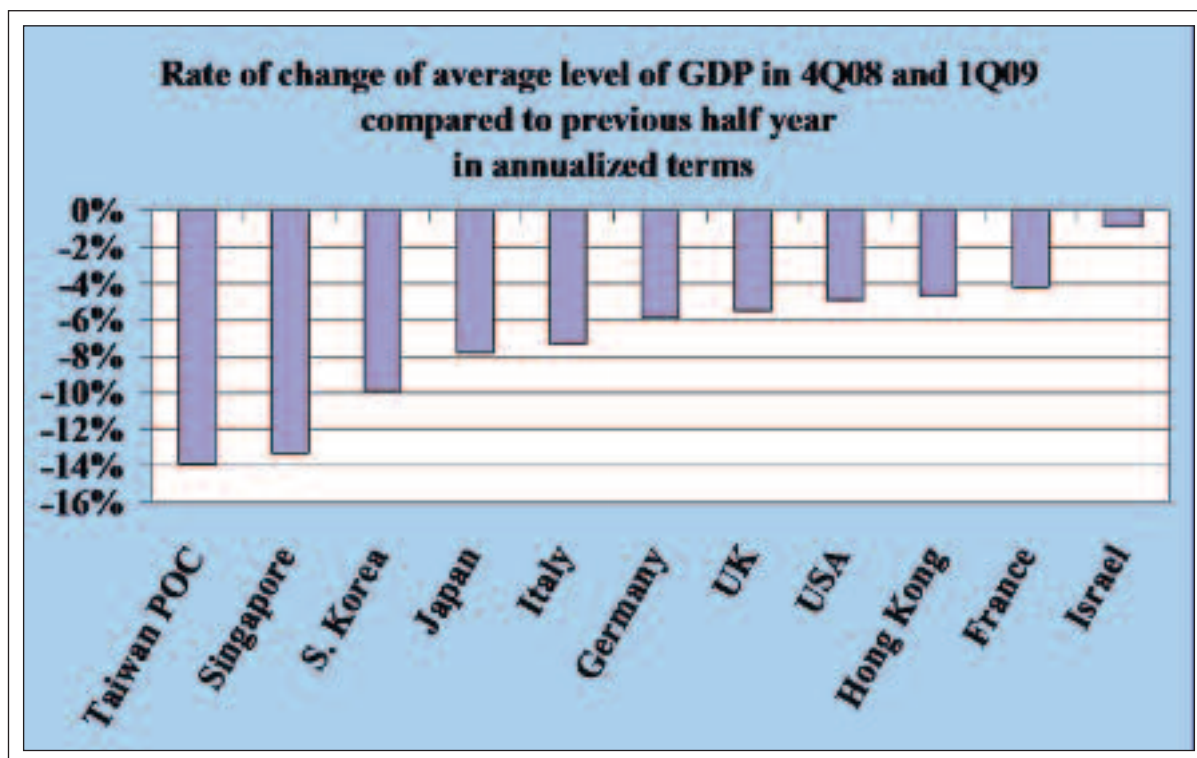
*Le Dr Gil Bufman, économiste en chef de la Banque Leumi à Tel-Aviv.
(Photo: Bethsabée Süßmann)*

Par Roland S. Süßmann

Israël étonne – Israël surprend ! Encore et toujours et ce dans tous les domaines. Les avances technologiques, les percées médicales, les performances individuelles et les découvertes révolutionnaires font partie des réalités quotidiennes. Mais voici que l'État hébreu vient faire cavalier seul dans un univers où les économies sont profondément ébranlées depuis une année. Or curieusement, le tsunami du monde

de la finance n'a pour ainsi dire pas déstabilisé l'État juif. Devant ce phénomène, les observateurs les plus avisés restent perplexes et nous aussi bien évidemment.

C'est la raison pour laquelle nous nous sommes adressés au *Dr GIL BUFMAN*, économiste en chef de la Banque Leumi à Tel-Aviv, qui avait déjà accepté d'analyser la forte montée du Shekel et la situation de l'économie israélienne pour nous dans *Shalom Vol.49* (www.shalom-magazine.com).



Quelle est donc cette bénédiction particulière dont a bénéficié l'économie israélienne alors que le monde de la finance sombrait dans les profondeurs de l'enfer du capitalisme ?

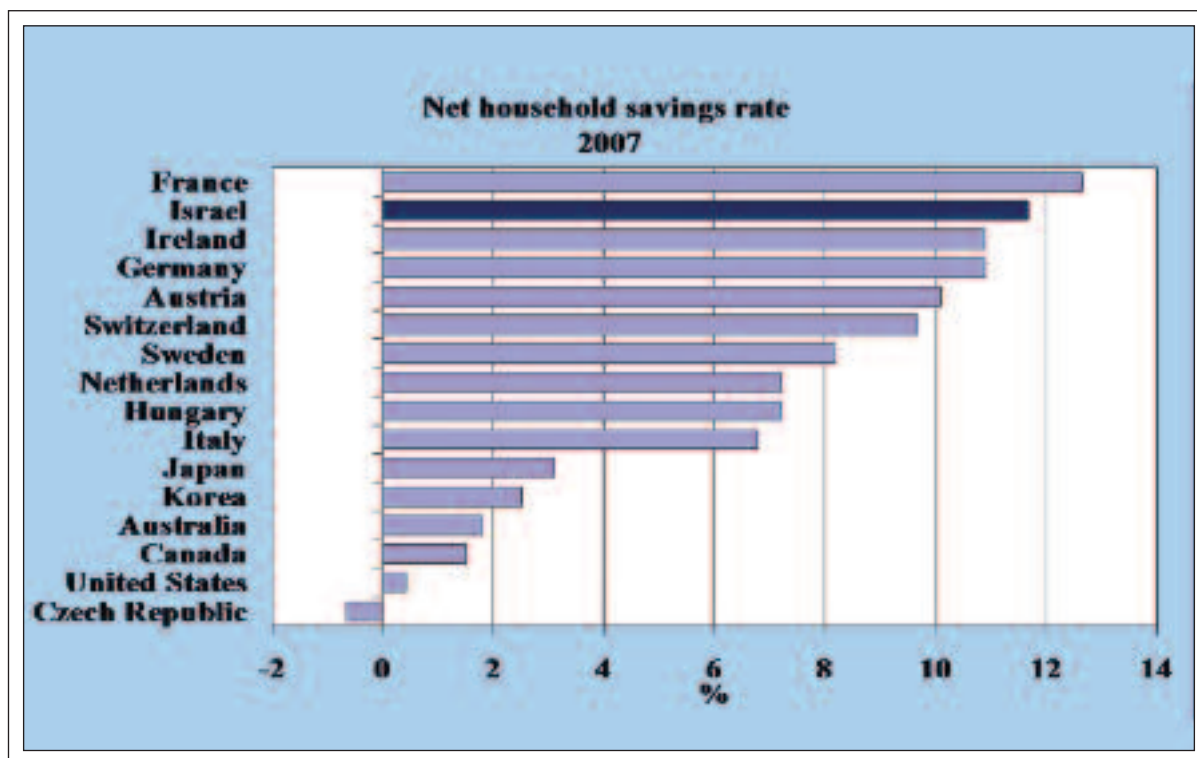
Lorsque nous regardons ce qui s'est passé dans l'économie israélienne au cours de l'année écoulée, tout indique qu'elle a été à même de survivre nettement mieux à la crise que la majorité des autres pays. Par exemple, en étudiant les changements intervenus dans le PIB (produit intérieur brut) au cours des six derniers mois (dernier trimestre de 2008 et premier de 2009), pour lesquels nous avons les éléments comparatifs des six mois précédents, nous voyons que, dans l'ensemble, le PIB a très fortement chuté. Ceci est particulièrement vrai dans les pays les plus développés d'Extrême-Orient, comme le Japon, Singapour et Taiwan. Ces marchés asiatiques ont pour ainsi dire été totalement anéantis, leurs exportations étant avant tout basées sur les biens de consommation (voitures, électronique, etc.) vers les USA et divers pays occidentaux. Aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, l'activité économique a été réduite d'environ 6% alors qu'en Israël, le PIB a seulement régressé de 1.5%, soit très peu par rapport aux pays auxquels l'État juif est souvent assimilé.

S'agit-il là d'un hasard ou d'un état de grâce particulier ?

Ce n'est absolument pas un hasard, et une analyse

rapide permet de relever plusieurs raisons objectives. Tout d'abord, certains pays comme les USA, l'Espagne, la Grande-Bretagne ou l'Irlande, ont subi une énorme bulle d'investissements exagérés dans l'immobilier. En Israël, la situation était exactement inverse, l'offre de l'immobilier invendu étant au plus bas niveau jamais atteint. Ceci s'explique par le fait que l'énorme vague d'immigration en 1990 a été accompagnée d'une énorme vague de constructions. Il y a donc d'abord eu une grande offre, qui avec le temps s'est estompée car, en parallèle, la population augmentait. En fait, le moment où la bulle de l'immobilier a éclaté à travers le monde est celui où en Israël, l'offre immobilière était au plus bas. Environ 30'000 nouveaux logements sont mis sur le marché annuellement pour près de 40'000 nouveaux ménages.

Aujourd'hui, l'un des éléments essentiels de l'économie israélienne est le marché de l'immobilier résidentiel, mais il y a déjà de très sérieux signes indiquant que l'offre sur le marché de l'immobilier non résidentiel est au plus bas. Ceci est aussi dû au fait que les banques israéliennes sont très strictes et ont des conditions et des exigences très sévères quant à l'octroi de crédits à la construction. Par conséquent, contrairement à d'autres pays où le secteur immobilier a tiré l'économie et le secteur bancaire vers le fond, en Israël c'est le contraire qui s'est passé. Autre élément intéressant, le consommateur israélien a démontré qu'il est extrêmement résistant et a fait preuve d'une



très grande capacité à réagir. Ceci n'est également pas dû au hasard, car le taux de l'épargne individuelle est parmi les plus hauts du monde. Une grande partie de cette «poire pour la soif» est d'ailleurs directement retenue à la source et placée dans différents fonds de prévoyance et de pension. De plus, les salariés bénéficient d'une participation patronale obligatoire. Ainsi, lorsque les temps sont difficiles, la majorité des Israéliens ont une petite réserve qui leur permet de survivre.

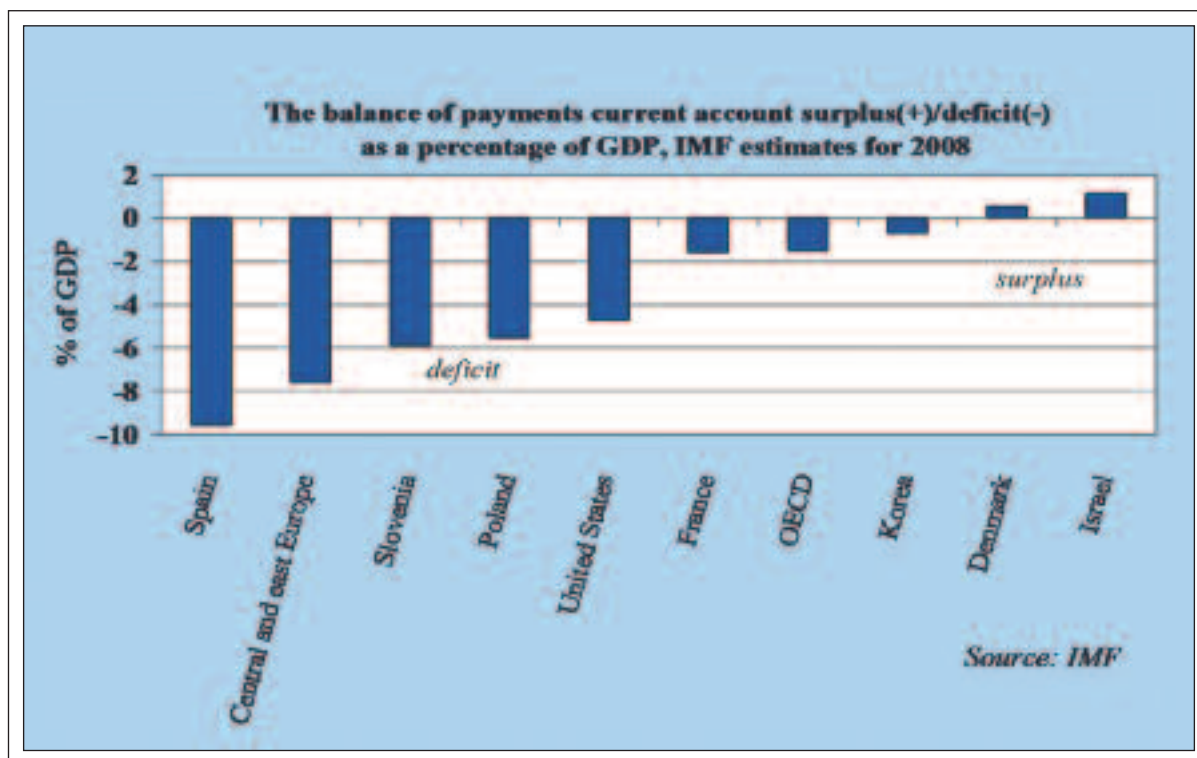
Si tel est véritablement le cas, comment expliquez-vous que les Israéliens ne font que se plaindre en disant que les fins de mois sont difficiles et qu'ils ont des dettes énormes à la banque ?

Ceci provient simplement du fait que les gens ne prennent pas leurs économies en considération et estiment qu'elles sont mises de côté et intouchables. Or ceci est faux, car certains fonds de prévoyance sont très liquides et peuvent être entamés sans être imposés. De plus, l'argent est géré par des institutions très sévèrement surveillées par le ministère des Finances et la Banque d'Israël, qui exigent une très grande transparence. Les épargnants ne sont donc pas exposés à des escroqueries du style de celles que nous avons connues aux USA. Nous avons donc cette forme d'épargne automatique qui fait qu'en cas de récession sévère, la consommation ne dégringole pas de manière aussi drastique que dans d'autres pays. C'est pour cette raison que la période de baisse de

la consommation a été très brève en Israël et que nous voyons déjà un renversement de direction. D'ailleurs, les chiffres récents d'utilisation des cartes de crédit et les indicateurs de la consommation privée sont à la hausse depuis le mois de juin 2009.

Le Shekel est resté fort. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Les raisons sont les mêmes que celles que j'avais évoquées l'année dernière. Malgré la situation mondiale, malgré la réalité locale et contrairement aux pays européens, nous continuons à voir un flot ininterrompu de capitaux étrangers affluer vers Israël. En général, ils sont destinés à des investissements stratégiques à long terme. Des investisseurs du monde entier achètent des participations dans des grands projets immobiliers, des sociétés de haute technologie, de télécommunication, etc. De plus, les Israéliens ont dans l'ensemble cessé d'investir à l'étranger, en particulier en Europe de l'Est. Je pense qu'il s'agit là d'une tendance qui va se poursuivre. Le marché de l'immobilier local reste très attractif puisqu'il n'y a pratiquement pas d'offre et que le taux de natalité se situe à environ 1.8%, soit quatre fois plus qu'en Europe et plus du double qu'en Amérique. Cette réalité génère de la demande aussi bien dans le secteur immobilier que dans celui de la consommation privée, deux éléments essentiels de l'économie. A cela s'ajoute le fait que des consom-



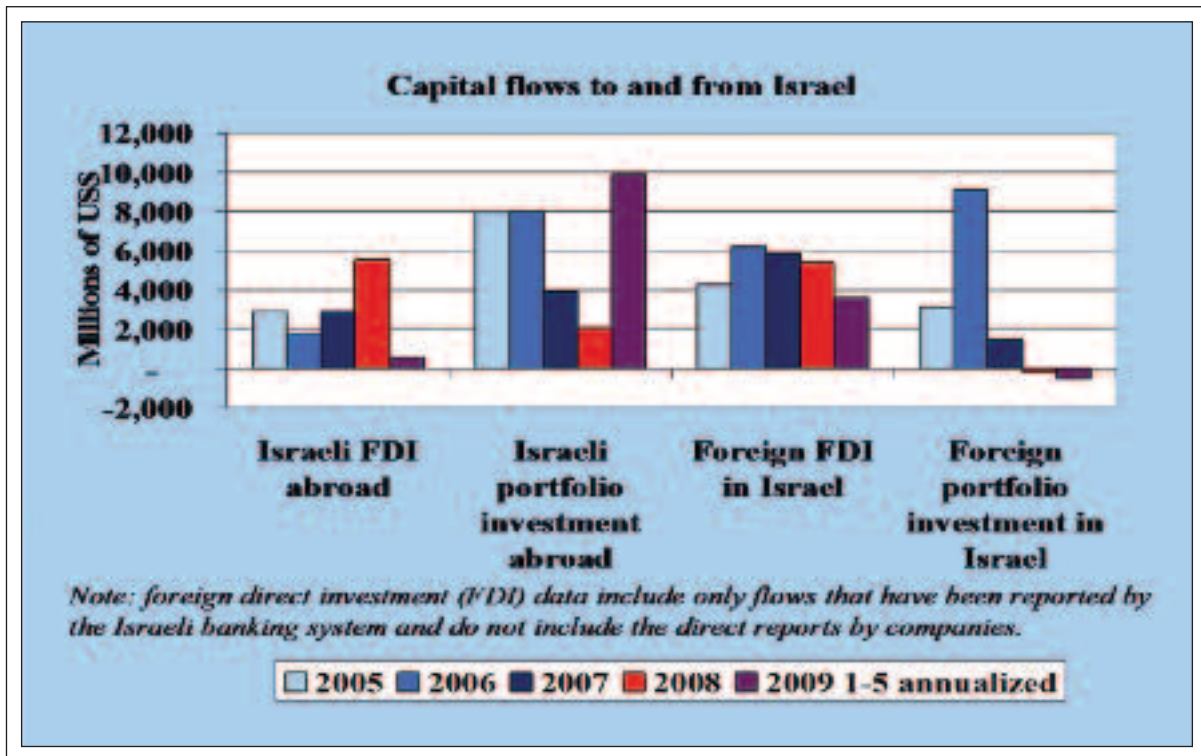
mateurs israéliens n'hésitent pas à utiliser leurs fonds d'épargne disponibles afin de maintenir leur niveau de vie et ce malgré la situation économique provisoirement difficile.

Finalement, non seulement nous avons cette masse de capitaux externes qui afflue, mais nous disposons de réserves de devises étrangères très importantes. Nous avons aussi un surplus permanent de notre balance des paiements. Un coup d'œil rapide aux pays les plus touchés par la crise permet de constater que tous ces États ont un point commun: une balance des paiements déficitaire. La moyenne du déficit des États-Unis tournait autour de 6% alors que celui des pays de l'Europe de l'Est s'élevait à 15% ou 20%. Tous les États qui avaient des déficits ont dû faire face à une crise monétaire. Ainsi, dans un pays de l'Est où les hypothèques étaient directement liées aux monnaies fortes, les personnes ayant obtenu des crédits et dont les revenus sont en monnaie locale ont vu augmenter leur dette de manière énorme du jour au lendemain. Ceci n'est absolument pas le cas en Israël et tout indique que les fondamentaux sont là pour que le Shekel reste fort à l'avenir. Le risque monétaire ne constitue donc pas une préoccupation ici, ce qui explique aussi, en partie, la stabilité économique du pays. La situation est donc nettement différente de celle que nous avons pu voir dans d'autres pays comme l'Ukraine par exemple qui, sur le plan de l'investissement, ont connu une montée vertigineuse et une descente encore plus rapide. Ils ont été obligés de prendre des prêts de plusieurs milliards

après du FMI afin d'éviter un effondrement total de leurs économies. Tous ces éléments font que la baisse de l'économie israélienne par rapport à d'autres pays a été relativement marginale et bien moindre que dans les 30 pays de l'OCDE, organisation qu'Israël est sur le point d'intégrer. Depuis le début de l'année, la bourse israélienne s'est d'ailleurs très bien comportée, pratiquement comme les meilleurs marchés du monde, mais sans les mêmes risques. Ce n'est pas par hasard que *Morgan Stanley* vient de changer le statut d'Israël de marché émergent en celui de marché développé. Pour 2010, nous prévoyons déjà une reprise de la croissance économique.

Il semble toutefois que les exportations ont été très durement frappées ?

Pas vraiment et le fait est que l'exportation ne constitue pas l'ensemble des éléments qui conditionnent l'état d'une économie. De plus, en observant les exportations israéliennes d'un peu plus près, l'on constate que nous n'exportons pas de biens de consommation à proprement parler ni de produits utilisés dans le domaine de la construction, les deux pôles d'exportation à travers le monde qui ont été le plus fortement frappés. Nous exportons des produits pour lesquels la demande est restée relativement stable, comme les médicaments génériques, la haute technologie spécialisée dans les services, le software et les marchandises, les produits chimiques et agricoles. L'ensemble de ces domaines représente pratiquement 70% - 80%



de nos exportations, qui se situent dans des branches qui n'ont pas été gravement affectées par la crise. Il est vrai que c'est dans la haute technologie que le chômage est le plus visible, mais la majorité des sociétés israéliennes s'étaient préparées à la crise et avaient commencé à prendre des mesures dès mi-2007, soit en s'associant avec des compagnies étrangères, soit en faisant des accords avec leurs employés qui, afin de garder leur emploi, avaient accepté une réduction temporaire de leur temps de travail ou de leur salaire.

Comparée à la grande crise de la haute technologie de 2001, celle-ci n'est pas dramatique. Il y a certes eu un ralentissement, mais pas de rétrécissement effectif de l'activité. A cela s'ajoute le fait que le secteur bancaire israélien a fait de sérieux profits. En définitive, la crise a été avant tout financière or Israël n'est pas un géant de la finance. Nous sommes un géant de la haute technologie qui, elle, a été très nettement moins affectée.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Je pense qu'en ce qui concerne les États-Unis et l'Europe, la reprise sera très lente et longue. Si jamais ces pays arrivent en 2010 à stabiliser leurs économies à une croissance non-négative (contrairement à ce qui se passe actuellement), ce sera déjà un grand pas dans la bonne direction. Je ne crois pas que le niveau de croissance économique que nous avons connu avant la crise sera atteint avant quatre ou cinq ans. Cela étant dit, il faut savoir que tous les éléments positifs dont l'écono-

mie israélienne fait preuve aujourd'hui sont le résultat de décisions du passé, prises par le Premier ministre Benjamin Netanyahu lorsqu'il était ministre des Finances. Il sera intéressant de voir comment le nouveau gouvernement en place va préparer l'avenir économique et quelles initiatives il prendra pour s'assurer que le potentiel économique du pays continuera à grandir dans les cinq à dix ans à venir.

Qu'en est-il du tourisme ?

En ce qui concerne le PIB, le tourisme ne constitue qu'une activité pour ainsi dire marginale puisqu'il ne représente que 5%, en y incluant les cercles extérieurs de l'activité comme les taxis, les cafés et les restaurants. De plus, le tourisme vers Israël est très dépendant de la situation économique mondiale. Il est intéressant de noter que pendant l'offensive militaire à Gaza du mois de janvier 2009, le tourisme a moins baissé que durant les crises sécuritaires précédentes. Cela étant dit, si le tourisme ne représente qu'un faible pourcentage du PIB, il a une grande importance dans le domaine de l'emploi, car uniquement l'hôtellerie représente pratiquement 5% du marché. Comme vous le voyez, le PIB ne fait pas tout.

En conclusion, je peux dire que l'économie israélienne est saine et solide. Je pense que nous serons à nouveau en territoire positif vers la fin de cette année ou au courant de l'année prochaine. Ici, la récession aura duré dans l'ensemble moins d'une année.

INTERVIEW
